

Unité départementale de l'Aisne  
25 rue Albert THOMAS  
02100 SAINT QUENTIN

St QUENTIN, le 18 octobre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/08/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SERMIX SAS**

BP 19  
02400 Chierry

Références : SER23-443  
Code AIOT : 0005100205

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/08/2023 dans l'établissement SERMIX SAS implanté à Chierry (02400). L'inspection a été annoncée le 01/06/2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SERMIX SAS
- BP 19 - rue de l'Eglise - 02400 Chierry
- Code AIOT : 0005100205
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société SERMIX exploite à CHIERRY un établissement spécialisé dans la production de constituants nutritionnels pour l'alimentation animale. Le site fait partie du groupe ADM (Archer Daniels Midland Company) et produit des Prémix notamment sous sa marque internationale « WISIUM ».

Le site est autorisation par arrêté préfectoral du 7 décembre 2022, et relève du régime SEVESO seuil haut au titre de la rubrique n°4510 (stockage supérieur à 200 t de produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites de l'inspection du 12/1/2023, points relatifs au SGS
- Garanties financières
- Trackdéchets
- État des stocks

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Réexamen de l'EDD	Arrêté Préfectoral du 07/12/2022, article 1.8.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I	Point 12 de l'inspection du 12/1/2023 Susceptible de suites	/
10	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 07/12/2022, article 6.1.1	/	/

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	SGS	Code de l'environnement article L.515-40	Point 6 de l'inspection du 12/1/2023 Susceptible de suites	Sans objet
2	SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I	Point 8 de l'inspection du 12/1/2023 Susceptible de suites	Sans objet
3	SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I	Point 9 de l'inspection du 12/1/2023 Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I	Point 10 de l'inspection du 12/1/2023 Susceptible de suites	Sans objet
6	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 07/12/2022, article 1.5.3	/	Sans objet
8	MMR	Arrêté Préfectoral du 07/12/2022, article 8.3.10	/	Sans objet
9	Trackdéchets	Code de l'environnement article R.541-45	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le réexamen de l'étude de dangers n'a pas été engagé, bien que l'inspection se soit déroulé près de 5 mois après l'échéance prescrite, fixée au 31 mars 2023.

Les autres anomalies constatées peuvent être traitées dans des délais courts par l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Système de Gestion de la Sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/07/2013, article L.515-40
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation de la sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/01/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suites</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : Sans</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place un système de gestion de la sécurité. Ce système de gestion de la sécurité est proportionné aux dangers liés aux accidents majeurs et à la complexité de l'organisation ou des activités de l'établissement.
<b>Constats n°6 le 12/1/2023 :</b> La PPAM du site a été signée le 15/3/2021 par M. ESTENNEVIN (responsable d'exploitation SERMIX). Le SGS est à rédiger, proportionné au classement SEVESO du site, et doit clarifier l'organisation, les activités de l'établissement, et les liens de subordination entre les différents responsables des sociétés du groupe ADM présents sur le site.
<b>Constats le 28/8/2023 :</b> Le SGS est en cours de validation, et précise le rôle des multiples sociétés du groupe ADM présents sur le site. Les formations suivies
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Système de Gestion de la Sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation – formation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 12/01/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suites</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : Sans</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p>
<b>Constats n°8 le 12/01/2023 :</b> <p>Aucun document ne figure les formations obligatoires pour les personnels associés à la prévention des accidents majeurs.</p> <p>L'organisation, la définition et l'adéquation du contenu des formations est à formaliser.</p>
<b>Constats du 28/8/2023 :</b> <p>Les formations obligatoires et leur périodicité de renouvellement ont été définies, par postes (point 7.2 du manuel SGS).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Système de Gestion de la Sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation – formation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 12/01/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suites</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : Sans</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.</p>
<b>Constats n°9 du 12/01/2023</b> <p>L'identification requise du personnel des entreprises extérieures nécessite d'être formalisée. La société assurant le gardiennage remonte des informations au responsable d'établissement et d'exploitations ADM (M. Jean-Paul PONTIER).</p> <p>SERMIX précisera comment ces informations (notamment) sont suivies et traitées.</p>
<b>Constats du 28/8/2023</b> <p>Le point 8.7 du SGS précise les modalités d'intervention des entreprises extérieures.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Point 10 - Système de Gestion de la Sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des situations d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 12/01/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suites</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : Sans</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.</p>
<b>Constats n°10 du 12/01/2023</b> <p>Les procédures sont à mettre en cohérence avec le SGS.</p>
<b>Constats du 28/8/2023 :</b> <p>Le SGS mis à jour en juillet 2023 liste (point 8.5) l'ensemble des opérations de maintenance des installations en générale, et des MMR en particulier.</p> <p>Les situations d'urgence sont visées au point 8.9 du SGS, et traitées dans le POI.</p> <p>Des fiches réflexes ont été rédigées et intégrées au manuel qualité</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Système de Gestion de la Sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des situations d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 12/01/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suites</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : Sans</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Ces procédures font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;</li><li>• de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.</li></ul>
<b>Constats n°12 du 12/01/2023 :</b> <p>Les procédures existantes sont à revoir, afin d'associer les sous traitants, société de gardiennage. L'inspection est à informer lors des tests du POI, et est à rendre destinataire des comptes rendus d'exercices.</p>
<b>Constats du 28/8/2023 :</b> <p>Les formations listées dans le SGS au point 7.2 vise les salariés de l'exploitant ainsi des entreprises extérieures intervenants sur le site.</p> <p>Un exercice POI est prévu d'ici à la fin de l'année 2023 : la société SERMIX informera <b>sous un mois</b></p>

l'inspection de la date retenue et du contenu de l'exercice <b>(2023-Obs-01)</b> .
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2022, article 1.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant la mise en service des installations, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet : <ul style="list-style-type: none"> <li>• le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par la réglementation en vigueur relative aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;</li> <li>• la valeur datée du dernier indice public TP01 base 2010.</li> </ul>
<b>Constats :</b> L'inspection a été destinataire d'un courrier daté du 12/7/2023, justifiant de l'actualisation du montant des garanties financières : l'inspection rappelle que le destinataire du document original doit être le préfet (secrétariat assuré par la DDT / bureau ICPE / 50 bd de LYON - 02000 LAON).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 7 : Réexamen EDD

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2022, article 1.8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réexamen EDD
<b>Prescription contrôlée :</b> L'étude de dangers doit être réexaminée et si nécessaire, mise à jour, au moins tous les cinq ans. Ce ré-examen et l'éventuelle mise à jour doivent être transmis au préfet pour le 31 mars 2023. Elle est par ailleurs réexaminée et mise à jour : <ul style="list-style-type: none"> <li>• avant la mise en service d'une nouvelle installation ;</li> <li>• avant la mise en oeuvre de changements notables ;</li> <li>• à la suite d'un accident majeur.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Le dossier de réexamen prescrit n'a pas été communiqué <b>(2023-NC-01)</b> .
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 8 : MMR

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2022, article 8.3.10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MMR
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour l'encadrement des dispositifs qualifiés de MMR, visés à l'article 8.9.6, l'exploitant établit et tient à la disposition de l'inspection des installations classées la liste des équipements importants pour la sécurité et la sûreté de son installation. Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance de ces systèmes ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par consignes écrites [...]
<b>Constats :</b> Le point 8.6 du SGS mentionne les éléments de sécurité concernés, et les procédures de maintenance associées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Trackdéchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/10/2021, article R.541-45
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée <i>"système de gestion des bordereaux de suivi de déchets"</i> . Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
<b>Constats :</b> L'utilisation de Trackdechets pour les BSDD est obligatoire depuis le 1er janvier 2022 (avec une période de tolérance de 6 mois, portant ainsi ce délai au 1er juillet 2022) 5 bordereaux ont été émis depuis le 1/1/2023 (10,68 t d'emballages souillés).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2022, article 6.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Identification des produits
<b>Prescription contrôlée :</b> L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement), en tenant compte des mentions de dangers codifiées par la réglementation en vigueur, sont tenus à jour dans un registre. Un plan général des stockages est annexé à l'état des stocks. Ce registre, éventuellement informatisé, est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées et des services publics d'incendie et de secours. [...]



**Constats :**

Par courriel, l'exploitant nous a transmis un tableur listant plusieurs milliers de matières premières. L'état communiqué montre que les tonnages stockés sont largement inférieurs aux seuils autorisés par l'arrêté d'autorisation.

Des anomalies ont été mises en évidence par l'inspection **(2023-Obs-02)** :

- quelques dizaines de lignes mentionnent (colonne « T ») un n° de rubrique ICPE erroné : 9, 0, 3261, 3265, TRD, &TRD
- l'état physique des produits n'est pas mentionné.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet